

[Français]

Il est possible, monsieur le Président, d'être plus que le petit partenaire des États-Unis. Il est possible pour le Canada d'être un pays qui peut trouver l'indépendance et la possibilité, pour l'avenir, d'une économie de prospérité pour tous les Canadiens.

● (1150)

[Traduction]

Le choix entre ces deux visions de notre avenir ne peut être fait par la Chambre. C'est un choix que les Canadiens doivent faire eux-mêmes après avoir évalué les différentes voies qu'il leur est possible d'emprunter. Veulent-ils que le Canada soit vendu aux États-Unis et devienne un partenaire subalterne, sous la protection des Américains? Ou bien veulent-ils voir exprimer notre foi dans l'aptitude de notre pays à se diriger lui-même et à s'occuper de ses propres affaires?

Voilà le choix à faire et il ne peut être fait que dans le cadre d'élections. Ce n'est pas un choix qu'on peut laisser à un gouvernement qui s'est discrédité et dont les Canadiens pensent qu'il est au pouvoir depuis beaucoup trop longtemps. Ce sont les Canadiens eux-mêmes qui doivent le faire. Si les gens d'en face ont peur de ce choix, s'ils en ont aussi peur que d'être indépendants dans le monde, alors je dirai . . .

**M. McDermid:** Quelle plaisanterie!

**M. Langdon:** . . . qu'il est triste d'être dirigé par un gouvernement qui porte un tel sens de la dépendance dans son psychisme et qui éprouve une telle paranoïa à l'égard du reste du monde.

**M. Edwards:** Oui, vous avez écrit un livre là-dessus!

**M. Langdon:** Nous, du NPD, épouvons de la confiance. Nous croyons fermement que le pays fera ce choix au cours d'élections, lorsqu'elles auront lieu, et qu'il videra pratiquement les banquettes ministérielles. Notre pays prendra alors une nouvelle orientation qui nous assurera un avenir indépendant et, par conséquent, un avenir meilleur pour tous les Canadiens.

Voilà pourquoi nous devons lutter et demander à tous les Canadiens de lutter, aussi fort que possible, pour empêcher la conclusion de cet accord. Nous devons lancer un appel à tous les Canadiens, partout dans le pays, pour qu'ils écrivent des pétitions, envoient des lettres de protestation et disent clairement aux députés du gouvernement qu'ils forment un groupe qui s'est discrédité, qui ne mérite pas de gouverner le pays un seul jour de plus et qui, à plus forte raison, ne peut lier le Canada par un accord qui détruira notre indépendance future.

**M. McDermid:** Quelles foutaises!

**M. Langdon:** On ne peut permettre au gouvernement de le faire. J'exhorte tous les Canadiens à s'opposer à cette tentative de détruire notre indépendance et nos perspectives économiques. C'est tout à fait inadmissible. Nous, fiers Canadiens, ne pouvons permettre à ce gouvernement d'agir ainsi.

### *Le libre-échange*

Compte tenu de la situation du gouvernement, je voudrais, en conclusion, proposer l'amendement suivant, avec l'appui de la députée de Hamilton Mountain (M<sup>me</sup> Dewar):

Qu'on modifie la motion en retranchant les mots «qui est dans l'intérêt national» et en les remplaçant par les mots suivants:

«tel que déterminé par la population du Canada comme étant dans l'intérêt national»

Je propose cet amendement avec fierté, parce que j'ai confiance dans ce que notre pays peut réaliser indépendamment, sans avoir à se vendre aux États-Unis, à titre de partenaire subalterne.

**M. Edwards:** Nous sommes revenus au 19<sup>e</sup> siècle. Quel discours réactionnaire!

**M. le vice-président:** La présidence trouve l'amendement recevable. Reprise du débat.

**L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le Président, depuis deux jours, j'ai entendu le député d'Essex—Windsor (M. Langdon) parler pendant, je crois, une heure et demie. Je peux dire que l'aspect positif de sa présence à la Chambre, c'est qu'il n'est pas à l'université de Windsor en train de déformer de jeunes cerveaux. Je n'ai jamais entendu autant de jargon prétentieux, de déformation des faits, d'inexactitudes et de propos alarmistes. Il prend une heure et quinze minutes pour dire: «Attention! Nous vivons dans un monde implacable. Nous allons nous faire avaler tout rond. Les Américains vont nous acheter. Ils vont nous détruire. Nous perdrons nos programmes sociaux. Nous perdrons notre indépendance. Nous perdrons des centaines de milliers d'emplois». Et puis, il termine son discours en déclarant: «Nous, les néo-démocrates faisons confiance au Canada. Nous croyons que nous pouvons faire face à la concurrence. Nous pouvons conquérir le monde». Quelle absurdité! Côté logique, le député est nul.

**M. Althouse:** Vous préférez tout donner tout cuit dans le bec aux Américains.

**M. Andre:** Au cours de son discours, il a déclaré quelque chose comme: «Nous n'accepterons pas que la population reçoive ses ordres de Chicago, Washington et New York». Ses collègues ont applaudi très fort. Il a cependant oublié une ville, Détroit, la ville où est basée l'industrie américaine de l'automobile. Un secteur où nous vivons le libre-échange depuis 22 ans—ce libre-échange qui a assuré la prospérité de la circonscription du député et de celle du chef de son parti.

Relevez l'absurdité de ces déclarations. Oshawa ne figure pas sur la liste des régions touchées par le chômage de Statistique Canada. On retrouve à Oshawa un taux d'investissement étranger par habitant plus élevé que dans toute autre ville du Canada. Pourtant, a-t-on entendu condamner cette situation? Apparemment, les investissements étrangers à Oshawa font des merveilles. Les investissements étrangers à Calgary seraient par contre désastreux. Apparemment, travailler pour une multinationale à Calgary est horrible mais à Oshawa, le même emploi est un don du ciel qu'il faut protéger.